

ACTION URGENTE

MEXIQUE. UN AUTRE MILITANT INDIGÈNE ARRÊTÉ

Un autre militant indigène, Fernando Jiménez Gutiérrez, a été arrêté et risque un procès inique. Les charges retenues contre Mario Luna ont été confirmées, et cet homme a été renvoyé en détention en attendant son procès.

Fernando Jiménez Gutiérrez, membre de la communauté indigène yaqui installée à Vícam, dans l'État de la Sonora, a été appréhendé le 23 septembre 2014, alors qu'il se rendait au travail, par des hommes en civil à bord de véhicules non immatriculés. Ceux-ci lui ont recouvert la tête avec un sac noir et lui ont posé des questions tout en le conduisant à la prison de Hermosillo, la capitale de l'État.

Cet homme a participé à des rassemblements publics à Mexico pour évoquer le cas de la population indigène yaqui, en affirmant que l'aqueduc Indépendance a été construit illégalement et qu'il compromet la culture et les moyens de subsistance de cette population. Il est le deuxième des quatre dirigeants et membres de la communauté cités dans un mandat d'arrêt à être appréhendé en raison de son implication présumée dans le vol de voiture et l'enlèvement supposés de Francisco Antonio Delgado Romo, membre de la communauté yaqui lié aux autorités de l'État de la Sonora.

Le 17 septembre dernier, un juge d'État a confirmé la mise en accusation de **Mario Luna**, arrêté le 11 septembre. Malgré des éléments présentés par la défense suggérant que les charges retenues contre cet homme et ses trois compagnons sont fabriquées de toutes pièces, que Mario Luna n'était pas présent au moment des faits supposés et que rien n'indique avec certitude qu'il ait été impliqué, le juge a ratifié l'ordre de détention le visant et l'a renvoyé en détention provisoire en attendant son procès. Les poursuites engagées contre ces quatre hommes sont fondées sur une enquête manquant d'objectivité et apparemment motivée par la volonté d'incriminer les membres de la communauté yaqui protestant contre la construction et l'exploitation de l'aqueduc Indépendance, et de les discréditer en tant que membres et dirigeants de cette communauté. Il est également possible que la décision des autorités de l'État de procéder à ces arrestations 18 mois après l'émission des mandats d'arrêt soit due à un litige qui a éclaté récemment entre les autorités fédérales et d'État, lorsque les premières ont ouvert une enquête sur un barrage apparemment construit de façon illégale sur le fleuve Yaqui, sur des terres appartenant au gouverneur de l'État.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant à l'arrestation de Fernando Jiménez Gutiérrez et au renvoi en détention de Mario Luna en attendant son procès, et appelez les autorités à assurer leur sécurité en détention ;
- engagez-les à garantir le droit de ces hommes à un procès équitable et à ne pas faire l'objet de poursuites pénales motivées par des raisons politiques sur la base d'une enquête peu objective ;
- priez-les instamment d'assurer la sécurité de tous les membres de la communauté yaqui et de respecter leur droit de manifester pacifiquement contre l'aqueduc Indépendance.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 NOVEMBRE 2014 À :

Ministre de l'Intérieur

Miguel Ángel Osorio Chong

Secretario de Gobernación

Bucareli 99, col. Juárez, C.P. 6600,

México D.F., Mexique

Fax : +52 55 5093 3414 (merci de vous montrer persévérant-e)

Courriel : secretario@segob.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Ministro, /*

Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État de la Sonora

Guillermo Padrés Elías

Comonfort y Dr. Paliza

C.P. 83260, Hermosillo

Sonora, Mexique

Fax : +52 662 212 0001 (merci de vous montrer persévérant-e)

Courriel :

guillermo.padres@sonora.gob.mx

Formule d'appel : *Señor*

Gobernador, / Monsieur le

Gouverneur,

Copies à :

Centro Mexicano de Derecho Ambiental

Atlixco 138, col. Condesa Deleg.

Cuauhtémoc

México D.F., Mexique

Courriel : contacto@cemda.org.mx

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 230/14. Pour plus d'informations : <http://amnesty.org/fr/library/info/AMR41/034/2014/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

MEXIQUE. UN AUTRE MILITANT INDIGÈNE ARRÊTÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En juin 2013, Francisco Antonio Delgado Romo aurait foncé avec sa voiture sur des manifestants participant au blocage d'une route pour protester contre l'aqueduc. Il a été intercepté par des membres de la communauté yaqui et maintenu en captivité pendant deux jours avant d'être relâché. À la suite d'une plainte déposée par l'épouse de cet homme, le procureur général de l'État de la Sonora a engagé des poursuites pour enlèvement et vol de voiture visant Mario Luna Romero, Fernando Jiménez Gutiérrez et deux autres dirigeants de la communauté. Amnesty International a examiné les éléments présentés contre ces personnes et craint que les poursuites à leur encontre soient peu objectives et motivées par des considérations politiques.

Le 25 août, les proches de Francisco Antonio Delgado Romo – qui faisait apparemment l'objet d'une enquête du Bureau du procureur général fédéral – ont signalé sa disparition. Son corps a été retrouvé près de Vícam le 9 septembre dernier. Une enquête sur cet homicide a été ouverte.

En 2010, les autorités de l'État de la Sonora, souvent touché par des sécheresses, ont entamé la construction de l'aqueduc Indépendance sans avoir consulté les Yaquis vivant au bord du fleuve. Les membres de cette communauté ont organisé des manifestations et intenté des actions en justice afin d'interrompre sa construction et empêcher son exploitation, d'obtenir une évaluation complète de l'impact environnemental du projet et de faire respecter le droit des peuples indigènes à un processus de consultation transparent visant à obtenir le consentement préalable, sans réserve et éclairé de la population. En 2013, la Cour suprême du Mexique a reconnu que les autorités fédérales et de l'État avaient manqué à leurs obligations envers la communauté yaqui. Elle a demandé des mesures correctives, notamment une nouvelle évaluation de l'impact environnemental et un processus de consultation des membres de cette communauté. Malgré plusieurs décisions de justice suspendant le projet, la construction s'est poursuivie et l'aqueduc est devenu opérationnel, entraînant une nette diminution du niveau de l'eau. Les membres de la communauté yaqui continuent de réclamer la pleine application de l'arrêt de la Cour suprême.

Noms : Mario Luna et Fernando Jiménez Gutiérrez
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 230/14, AMR 41/036/2014, 25 septembre 2014

